



La CFE-CGC a rencontré le nouveau Premier ministre

Reçu à Matignon le 15 septembre par Sébastien Lecornu, François Hommeril, président de la CFE-CGC, a exprimé ses revendications à l'approche de la mobilisation intersyndicale du 18 septembre.

Dans le cadre des rencontres bilatérales organisées par le nouveau Premier ministre Sébastien Lecornu avec les organisations syndicales et patronales représentatives, la CFE-CGC, en la personne de son président François Hommeril et de Christelle Thieffinne, secrétaire nationale à la protection sociale, a été reçue lundi 15 septembre après-midi à Matignon.

Avant [la mobilisation intersyndicale du jeudi 18 septembre](#) et avant le discours de politique générale que prononcera prochainement le nouveau chef du gouvernement à l'Assemblée nationale, ces premiers échanges ont permis à la CFE-CGC d'exprimer ses analyses et de « prendre le pouls » du septième Premier ministre en exercice sous les présidences d'Emmanuel Macron.

« Sur la forme, Sébastien Lecornu m'a fait l'effet d'être sincère dans son écoute, souligne François Hommeril. Il a indiqué vouloir remettre les corps intermédiaires au centre des discussions et des négociations, et se dit prêt à prêter véritablement attention aux partenaires sociaux qu'il entend d'ailleurs mobiliser sur un certain nombre de sujets à définir. »

LA CFE-CGC DEMANDE UNE VRAIE RUPTURE PAR RAPPORT À LA POLITIQUE DE L'OFFRE

Sur le fond, la CFE-CGC a invité le nouveau locataire de Matignon à infléchir les politiques menées par ses prédécesseurs. « Je lui ai demandé s'il était prêt, compte tenu de la tension sociale, de la morosité ambiante et de la situation économique préoccupante, à s'inscrire en rupture de cette politique de l'offre menée depuis une quinzaine d'années. Celle-là même qui consiste à transférer, sans audit rigoureux de l'efficacité économique des dispositifs, des sommes colossales d'argent public aux entreprises. Une politique qui ne fait qu'appauvrir les comptes publics et qui conduit nos gouvernants à vouloir faire ensuite payer les pots cassés aux citoyens. Ce n'est plus possible ! »

S'agissant des aides publiques accordées aux entreprises, la CFE-CGC estime qu'il est nécessaire notamment de mieux les orienter et les conditionner, d'intervenir sur les allègements et les exonérations de cotisation qui ne ciblent que les bas salaires, et de réformer le crédit d'impôt recherche (CIR) et les multiples niches fiscales.



TRAVAILLER SUR LA QUALITÉ DES EMPLOIS

« Plus largement, nous devons travailler sur la qualité des emplois, sur l'emploi des jeunes et des seniors, liste François Hommeril. Ce n'est pas en durcissant les conditions de la rupture conventionnelle qu'on va régler les problèmes ! Il est par ailleurs impératif de tirer l'économie vers le haut, de mieux sélectionner les filières et d'investir bien davantage dans la recherche. »

Pour le reste, la CFE-CGC a pris acte de la décision du Premier ministre de retirer la proposition de suppression des deux jours fériés envisagée dans le budget Bayrou.
« C'était une arnaque et un non-sujet », balaie François Hommeril.

Concernant l'assurance chômage et alors que son prédécesseur voulait confier une énième réforme des règles d'indemnisation aux organisations syndicales et patronales,
« Sébastien Lecornu ne semble pas enclin à suivre cette voie pour attaquer une fois encore les demandeurs d'emploi », témoigne François Hommeril.

PROTECTION SOCIALE : LES PRIORITÉS DE LA CFE-CGC

En matière de protection sociale, la CFE-CGC rappelle qu'elle demande toujours l'abrogation de la réforme de 2023 et qu'il n'est pas question de reprendre la négociation du conclave, « pour la simple et bonne raison que le texte final qui était sur la table à la fin des travaux a été torpillé par le Medef alors que des propositions, nous en avons en nombre, par exemple l'opposabilité du temps partiel en fin de carrière », explique François Hommeril. Sur la pénibilité, celle-ci ne peut pas être abordée en occultant la problématique centrale des risques psychosociaux (RPS), insiste aussi la CFE-CGC. « J'ai au passage rappelé combien les populations de l'encadrement contribuent largement à la solvabilité financière de notre système social, avec l'impression légitime de devoir toujours passer à la caisse », indique le président confédéral.

Sur la fonction publique, la CFE-CGC a fait valoir qu'il est inadmissible de faire payer l'austérité budgétaire aux agents, déjà victimes d'un déclassé salarial depuis trop longtemps.

MOBILISATION DU 18 SEPTEMBRE : UNE ÉCHÉANCE IMPORTANTE

Au sortir de son entretien avec Sébastien Lecornu, François Hommeril est revenu sur l'importance de la mobilisation intersyndicale du 18 septembre : « J'invite nos structures à se mobiliser le plus largement possible ce jeudi. Si François Bayrou et ses orientations budgétaires (44 milliards d'économies) ne sont plus là, nos grandes revendications perdurent pour défendre le monde du travail et faire savoir au prochain gouvernement qu'il n'est pas acceptable de continuer d'appauvrir les Français. »